



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 février 2006  
Français  
Original: anglais

---

### Commission du développement durable

#### Quatorzième session

1<sup>er</sup>-12 février 2006

#### Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

#### Contribution de la Commission économique pour l'Europe aux cycles de la Commission du développement durable

### Résumé du Président : Forum de la Commission économique pour l'Europe sur l'application des objectifs du développement durable au niveau régional (Genève, 15 et 16 décembre 2005)\*\*

#### I. Aperçu général

1. Dans le cadre des préparatifs de la quatorzième session de la Commission du développement durable de l'ONU, les États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et des représentants de la société civile, d'organes de l'ONU et d'autres organismes internationaux se sont réunis à Genève pour faire le point sur les progrès accomplis au niveau de la région dans l'exécution des engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement durable sous l'angle du module thématique des quatorzième et quinzième sessions de la Commission relatif au développement durable, au développement industriel, à la pollution atmosphérique et à l'atmosphère et aux changements climatiques.

2. Ce module est au cœur des efforts que nous déployons pour parvenir à un développement durable au niveau mondial. Le Forum de la CEE a permis de faire le point sur les progrès accomplis dans la région et d'évaluer la contribution de cette même région au niveau mondial. Ce faisant, la réunion a examiné d'importantes corrélations et questions intersectorielles.

3. Les participants au Forum ont examiné les obstacles et les difficultés qui se sont opposés à l'exécution des engagements pris, mais aussi les solutions possibles. Il a été estimé que la région n'est pas encore en mesure de tenir les engagements qu'elle a pris au Sommet mondial. Néanmoins, les travaux ont livré des indications

---

\* E/CN.17/2006/1.

\*\* Le rapport de la réunion a été publié en tant que document de la Commission économique pour l'Europe (E/ECE/1442).



précieuses quant à ce qui peut être entrepris pour accélérer les progrès, tant au sein de la région qu'au niveau mondial.

4. Plusieurs événements marquants ont eu lieu depuis le Sommet mondial : la Conférence de Bonn sur les sources d'énergie renouvelables et la réunion qui a eu lieu ultérieurement à Beijing, la Conférence sur l'énergie pour le développement tenue aux Pays-Bas, le Plan d'action de Gleneagles du G-8 sur le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable ainsi que la onzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la première réunion des Parties au Protocole de Kyoto, toutes deux tenues à Montréal (Canada). Les résultats de ces réunions sont autant d'acquis sur lesquels la Commission du développement durable peut faire fond.

5. Le grand défi qu'il nous faudra relever consistera à élargir l'accès aux services énergétiques afin de satisfaire les besoins fondamentaux des populations et d'instaurer un développement industriel durable tout en atténuant les problèmes écologiques et sanitaires qui sont associés à l'énergie, notamment ceux qui sont liés à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques.

6. Les disparités régionales et nationales pèsent lourdement sur les acquis et les priorités des efforts de réalisation des objectifs fixés, et ce phénomène peut être constaté aussi bien au niveau de la CEE qu'à l'échelle mondiale. Il importe donc que l'examen général des progrès accomplis tienne pleinement compte de ces disparités et que, à ses quatorzième et quinzième sessions, la Commission du développement durable prenne acte de la contribution des régions.

7. Les questions thématiques doivent être replacées dans le contexte des objectifs suprêmes du développement durable que sont l'éradication de la pauvreté, le renoncement à des modes de production et de consommation insoutenables et la protection des ressources naturelles nécessaires au développement économique et social.

8. L'énergie pour le développement durable est la question qui cristallise ce module thématique. Il faudra redoubler d'efforts, tant au sein de la région de la CEE qu'au niveau mondial, pour nous aiguiller sur la voie d'un approvisionnement énergétique réellement très viable.

9. Le présent résumé a été établi en concertation avec le Vice-Président et les Coprésidents du Forum, bénéficiant des contributions des divers membres et entités concernés de la CEE. Il vise à rendre compte des difficultés majeures qui se sont opposées jusque-là au progrès ainsi que des principales possibilités qui s'offrent pour nous permettre de nous acquitter au plus tôt de nos engagements.

## **II. L'énergie au service du développement durable**

### **Les difficultés**

10. Le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg) fixe des objectifs en matière d'accès aux services énergétiques en vue du développement durable afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que de diversification de l'approvisionnement énergétique, notamment par un accroissement substantiel de la part globale des sources d'énergie renouvelables.

11. Avec plus de 1,6 milliard de personnes qui n'ont pas encore accès à l'électricité dans le monde et 2,4 milliards utilisant la biomasse traditionnelle, un meilleur accès à des services énergétiques fiables, abordables et écologiques reste l'un des principaux défis à relever avant de pouvoir éradiquer la pauvreté et de réaliser les objectifs du Millénaire. En soi, l'accès à l'énergie n'est pas une source de préoccupation fondamentale pour la plupart des pays de la CEE, mais il existe dans la région une pauvreté énergétique qui s'explique par le coût de cette ressource : l'énergie absorbe une partie non négligeable du revenu disponible.

12. L'une des principales priorités des quatorzième et quinzième sessions de la Commission du développement durable devrait être la question de l'amélioration de l'accès aux services énergétiques pour répondre aux besoins fondamentaux des populations et réaliser un développement industriel durable. À cet égard, les pays de la CEE déploient des efforts considérables par le biais de l'aide publique au développement et au moyen de partenariats.

13. Pour autant, cela ne devrait pas reléguer au second plan les problèmes écologiques qui sont liés à l'énergie et la question de la sécurité énergétique, qui sont tout aussi importants et se posent aussi bien dans la région de la CEE que dans le reste du monde.

14. Considérées comme un domaine d'importance capitale dans lequel la région de la CEE peut progresser, l'efficacité énergétique et les économies d'énergie contribuent à la viabilité de l'approvisionnement. Les mesures d'efficacité énergétique sont à la fois rentables et source de nombreux avantages économiques et écologiques : elles profitent donc à toutes les parties et représentent une excellente solution. Pour qu'elles puissent réaliser pleinement leur potentiel, il faut néanmoins surmonter certains obstacles par un travail d'éducation et de sensibilisation allant jusqu'à inciter à un changement de comportement, des réformes au niveau de la réglementation et de la tarification de l'énergie, des programmes d'échange de droits d'émission et, surtout, la mise en place d'instruments de financement suffisants. La demande du secteur des transports a été considérée comme étant une véritable gageure.

15. L'approvisionnement énergétique restera une question épineuse dans la mesure où la demande mondiale continue de croître, malgré quelques initiatives tendant à dissocier la demande d'énergie de la croissance économique. La sécurité énergétique, qui est vitale pour la région de la CEE, doit être renforcée par une diversification aussi bien des sources géographiques que des types de combustible, l'assurance d'un investissement suffisant dans l'infrastructure de production, de transport et de distribution et un dialogue politique plus étroit entre pays producteurs et pays consommateurs.

16. La diversification de l'approvisionnement doit forcément être associée à une augmentation de la part des sources renouvelables, conformément à l'engagement régional pris par les pays de la CEE avant le Sommet mondial pour le développement durable, une réduction de l'impact environnemental et de l'intensité de carbone des sources fossiles et une amélioration du rendement des procédés de transformation de l'énergie et des réseaux énergétiques. Les combustibles fossiles continueront de fournir le plus gros de l'approvisionnement dans l'avenir prévisible, mais on peut s'en affranchir progressivement.

### **Les possibilités de progrès**

17. La région de la CEE joue un rôle de premier plan en ce qui concerne l'intensification de la recherche-développement dans les technologies de l'énergie, le déploiement des technologies nouvelles, la réduction de leurs coûts unitaires et leur acheminement vers les pays en développement. Il faut par ailleurs améliorer le déploiement des technologies actuelles, dont le marché prendra de l'importance avec l'augmentation du prix des combustibles. À plus long terme, il faudra acquérir de nouvelles technologies capables d'assurer la viabilité de l'approvisionnement. La coopération internationale et un commerce sans entrave sont essentiels à la mise au point et au transfert des technologies nécessaires. Des instruments du marché tels que l'application conjointe, le mécanisme pour un développement propre et l'échange international de droits d'émission peuvent contribuer à ce processus.

18. On estime qu'il faudra prévoir un investissement de 16 000 milliards de dollars entre 2003 et 2030 pour satisfaire la demande d'énergie prévue en convertissant les ressources mondiales en approvisionnement disponible. La Commission du développement durable peut s'attaquer à de nombreuses questions liées à l'énergie et à l'investissement, notamment dans les domaines des cadres de l'investissement, de la gouvernance, du rôle des institutions financières internationales, de la réglementation et de la tarification. Les signaux du marché sont déterminants pour les décisions en matière d'investissement énergétique, d'où la nécessité d'assurer la prévisibilité par des cadres réglementaires bien conçus.

19. Les questions énergétiques doivent être mieux intégrées à la planification du développement car les politiques en la matière pèsent sur le développement économique et l'environnement ainsi que sur la variabilité climatique et la pollution atmosphérique, la santé et le développement industriel et régional.

20. Pour progresser, il faudra tenir pleinement compte des questions de parité des sexes liées à l'énergie, notamment des incidences, sur la santé, de la pollution atmosphérique à l'intérieur des bâtiments. À cet égard, il faudra éduquer, informer et, particulièrement dans les pays en développement, renforcer les capacités.

21. À sa quinzième session, la Commission du développement durable devra aussi prendre une décision au sujet d'un examen efficace et utile des résultats des quatorzième et quinzième sessions concernant l'énergie et du suivi de ces résultats, et se pencher en particulier sur les modalités d'une augmentation substantielle, au niveau mondial, de la part des sources d'énergie renouvelables, comme prévu dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et dans la Déclaration de Beijing.

## **III. Développement industriel**

### **Les difficultés**

22. Moteur de la croissance économique et de l'éradication de la pauvreté, le développement industriel doit reposer sur des politiques économiques, écologiques et sociales rationnelles. En adoptant de telles politiques, on instaure, entre la protection de l'environnement, la compétitivité et la cohésion sociale, des relations de complémentarité qui sont nécessaires pour éviter un développement insoutenable à terme qui a des retombées néfastes sur le climat de la planète, dégrade les écosystèmes et compromet la santé et les moyens de subsistance des populations.

23. À l'heure de la mondialisation, nous devons tenir compte de tous les facteurs qui déterminent le développement industriel et de tous les problèmes sociaux – les taux de chômage élevés, notamment – qui peuvent découler de la restructuration industrielle, particulièrement dans les pays en développement et les pays dont l'économie est en transition.

### **Les possibilités de progrès**

24. Des modes de consommation et de production durables sont indispensables à un développement industriel viable. Les pays développés doivent prendre la tête dans ce domaine, comme le préconise le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, mais ces modes de consommation et de production intéressent de plus en plus les pays en développement et les pays en transition étant donné les possibilités qu'auraient ces pays de se développer selon des modalités qui autorisent une utilisation économique des ressources disponibles et qui ont relativement moins d'impact sur la santé et l'environnement. Pour y parvenir, il faudra concevoir des programmes qui améliorent l'accès à des technologies économiquement accessibles, propres et efficaces, et sont soutenus par des relations de coopération entre les pays sur les questions réglementaires et administratives.

25. Les États membres de la CEE, tout comme de nombreux autres pays, développés ou en développement, œuvrent activement dans le cadre du Processus de Marrakech à l'élimination des modes de consommation et de production insoutenables. La deuxième réunion d'examen, tenue en septembre 2005 au Costa Rica, a permis d'analyser les obstacles et les difficultés qui empêchent l'instauration de modes de consommation et de production viables et de mettre en évidence les progrès qu'il faudra accomplir dans les domaines du commandement, de l'incitation, du dialogue, des outils, de l'éducation, du renforcement des capacités et de l'urbanisme. Les participants ont été par ailleurs unanimes à reconnaître l'importance du coût de l'inaction. Les recommandations et les conclusions de la réunion de Marrakech et de ses équipes spéciales devront être suivies d'effet de manière active et concrète.

26. Les centres pour une production plus propre ont un rôle important à jouer dans l'élaboration de politiques qui tiennent compte des conditions locales, renforcent les capacités au niveau local et assurent le transfert des connaissances et des technologies. Pour sensibiliser les consommateurs, et donc augmenter la demande de produits et services écologiques, il est essentiel de renforcer les capacités et d'éduquer les populations.

27. L'engagement des entreprises est indispensable au développement durable : il faut que ce secteur ait davantage de responsabilités sociales et écologiques et qu'il en soit comptable. À cet effet, il faudra renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises, celles-ci pouvant apporter une contribution importante au développement économique mais n'étant pas toujours conscientes de leurs incidences ou obligations sociales et écologiques.

28. Pour assurer la viabilité du développement industriel et du fonctionnement du marché du travail, il importe de renforcer l'application des normes fondamentales fixées par l'Organisation internationale du Travail. De même, il est essentiel d'instaurer l'égalité des sexes par un travail de formation et d'éducation et l'octroi d'une aide financière qui permettront à l'entrepreneuriat féminin de se développer.

## **IV. Pollution atmosphérique, atmosphère et changements climatiques**

### **Les difficultés**

29. La pollution atmosphérique a des conséquences graves sur la santé et l'environnement, et ses retombées générales sur le bien-être social et l'économie sont néfastes. Elle nuit en particulier à la santé des pauvres, notamment celle des femmes et des enfants. Ses causes, niveaux et retombées, très variables selon les pays et les régions, sont étroitement associés aux autres questions thématiques des quatorzième et quinzième sessions de la Commission du développement durable.

30. Des progrès ont été accomplis dans la région pour réduire la pollution atmosphérique, mais l'urbanisation ainsi que l'expansion des transports et la consommation accrue d'énergie l'ont aggravée à l'échelle de la planète, affectant la santé des populations et provoquant une dégradation de l'environnement et des changements climatiques.

31. Dans les pays peu développés, la pollution atmosphérique à l'intérieur des bâtiments provoquée par l'utilisation de combustibles classiques pour le chauffage et la cuisson est particulièrement préoccupante. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 1,6 million de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, succombent chaque année à des affections respiratoires associées à ce type de pollution.

32. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, la pollution de l'air ambiant est de plus en plus un problème de santé publique. Les facteurs qui en sont à l'origine sont les sources domestiques, mais aussi les transports, l'industrie et la production d'électricité. Dans la région de la CEE, l'intensification des transports est l'une des principales causes de la pollution atmosphérique.

33. Les changements climatiques posent un problème grave, qui s'inscrit dans la durée et qui risque de toucher chaque région de la planète, de compromettre les efforts d'éradication de la pauvreté et d'empêcher la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Les possibilités de progrès**

34. Grâce à la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et à ses protocoles, la pollution atmosphérique s'est atténuée sur de vastes superficies de la région. La CEE pourrait partager l'expérience ainsi acquise avec d'autres régions. La collaboration entre régions, notamment entre la CEE et l'Asie et l'Afrique du Nord, aidera à affronter les problèmes liés au transport intercontinental de la pollution atmosphérique, dont on vient de prendre conscience. Il faudra tenter de réduire les émissions atmosphériques, provenant des transports maritimes et aériens, dont l'importance en tant que source de pollution dans la région devient disproportionnée.

35. Les pays, institutions et entreprises devront coopérer davantage pour promouvoir les bonnes pratiques et encourager le dialogue sur l'innovation, la planification et le développement technologique.

36. Il nous faudra coopérer à l'échelon international et tenter de ralentir la croissance des émissions de gaz à effet de serre, voire l'arrêter et l'inverser. Les

résultats de la conférence tenue à Montréal en décembre 2005 sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont été accueillis avec satisfaction par beaucoup et tous les pays sont convenus de participer à un dialogue sous les auspices de la Convention-cadre pour s'efforcer, au niveau mondial, d'appréhender ces changements au-delà de 2012.

37. Il faudra intervenir sans tarder si l'on veut atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre, assainir l'environnement de la planète, diminuer la pollution atmosphérique et accroître la sécurité énergétique, tout en tendant d'éradiquer la pauvreté. En abordant ces questions de manière intégrée, et en préconisant une action à tous les niveaux, la Commission du développement durable peut soutenir, en les complétant, les interventions menées au sein de la Convention-cadre et d'autres instances pour relever ces défis, l'idée maîtresse étant de promouvoir des technologies et un investissement énergétiques durables à l'appui des objectifs fixés en matière de changements climatiques.

38. Selon des études récentes menées sur les liens entre la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre, d'importantes économies peuvent être réalisées par l'application d'approches intégrées : celles-ci devraient être développées davantage, en prenant soin d'étudier les arbitrages possibles dans certains domaines, par exemple l'utilisation du bois en tant que combustible, source d'émission de particules mais de peu de gaz à effet de serre.

## **V. Corrélations entre les thèmes et questions intersectorielles**

39. Il existe, entre les thèmes de ce module, des corrélations claires et significatives, qu'il faudra appréhender pour pouvoir progresser plus vite et de façon soutenue. En outre, à sa onzième session, la Commission du développement durable a mis en évidence un certain nombre de questions intersectorielles, notamment au plan des moyens d'exécution, qu'il faudra examiner de près.

40. Pour progresser de façon réelle et durable dans tous ces domaines, il nous faudra adopter une approche intégrée, par exemple au niveau des politiques en matière d'urbanisme et de transports, qui tienne compte de considérations à la fois sociales, économiques et écologiques car, en cherchant à remplir nos engagements secteur par secteur, nous risquons de compromettre la réalisation d'autres objectifs.

41. Les moyens d'exécution, y compris les ressources financières, sont essentiels aussi bien dans la région de la CEE que mondialement. Les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, ne peuvent se passer d'une aide publique au développement suffisante ni d'un appui réel par l'intermédiaire des organisations et des mécanismes internationaux, comme par exemple le Fonds pour l'environnement mondial, qu'il faudra reconstituer à un niveau acceptable.

42. Il reste que chaque pays est responsable de son développement et qu'il ne peut que profiter de l'instauration d'un climat propice à l'investissement, notamment par une gouvernance améliorée et le respect de la légalité, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes.

43. Il est très important que chacune de ces questions thématiques soit intégrée dans les politiques et programmes des pays. Cela suppose des stratégies de développement durable, pour lesquelles le Sommet mondial pour le développement durable est convenu d'un objectif pour 2005, et des stratégies de développement global (telles que les stratégies de réduction de la pauvreté), pour lesquelles ce sommet est convenu d'un objectif à l'horizon 2006.

44. Les gouvernements devront déployer un ensemble de moyens d'action alliant meilleures pratiques réglementaires, mécanismes du marché (dont l'intégration des coûts externes et la réduction des subventions à l'énergie) et mesures volontaires. Une panoplie analogue est nécessaire au niveau mondial, où il faudra prendre des engagements multilatéraux répondant au critère d'exhaustivité, comme il ressort des travaux menés dans le cadre du Groupe des Huit sur l'énergie, les changements climatiques et le développement durable.

45. La mise au point de technologies à la fois économiques et écologiques est essentielle à tout progrès sur ce module thématique, et il faudra se consacrer davantage à la recherche-développement, au déploiement et au transfert de ces technologies, à l'appui à leur octroyer et à l'accès à ces ressources.

46. Pour permettre aux gouvernements et aux parties prenantes de s'acquitter de leurs engagements, les capacités de la région de la CEE comme celles des pays en développement devront être renforcées, notamment par l'éducation et l'information. La stratégie de la CEE pour l'éducation en matière de développement durable fournit un modèle qui pourrait être utile aux autres régions.

47. Les femmes et les enfants sont proportionnellement plus touchés par la pollution atmosphérique à l'intérieur des bâtiments et ont moins de chances de recevoir une éducation ou d'exercer un emploi lucratif du fait de leur assignation à des tâches domestiques, notamment aux corvées de bois. L'égalité des sexes est donc au cœur de nos préoccupations.

48. Une bonne exécution exige la mise à contribution, à un stade précoce et de façon durable, de toute une gamme d'acteurs, dont les institutions financières internationales, le secteur public, le secteur privé, la société civile et les partenariats. La quatorzième session de la Commission du développement durable a beaucoup à gagner de manifestations aussi diverses que la Semaine de l'énergie de la Banque mondiale et les réunions préparatoires régionales prévues par les groupes de la société civile de la région d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.

49. Il nous faudra en particulier définir comment promouvoir l'investissement nécessaire aux pays pour les orienter vers un mode de consommation énergétique viable. Cela exigera un dialogue avec les financiers privés (au sujet des environnements propices à l'investissement) et avec la Banque mondiale (au sujet, par exemple, de son programme de petites subventions) ainsi qu'avec les organismes et partenariats de développement.

50. Les partenariats volontaires entre parties multiples – tels que le Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, le Renewable Energy and Policy Network for the 21<sup>st</sup> Century, la Coalition de Johannesburg en faveur de l'énergie renouvelable, le Projet de financement des énergies renouvelables pour le bassin méditerranéen, le Programme de normes concertées en matière d'étiquetage et d'appareils, Vinyl 2010 et le Plan d'action pour l'Adriatique 2020 – dont certains

ont fait des exposés devant le Forum, peuvent apporter une contribution majeure venant compléter les engagements intergouvernementaux.

51. En désignant des « champions » pour tel ou tel type d'activité d'exécution, on donnerait l'élan nécessaire à de nouvelles initiatives. Cet objectif pourrait s'inscrire dans la matrice de moyens d'action et de mesures concrètes proposée par le Président de la quatorzième session de la Commission du développement durable.

## **VI. Résultats attendus des quatorzième et quinzième sessions de la Commission du développement durable**

52. L'examen global de la quatorzième session de la Commission du développement durable devra favoriser un échange interactif entre toute une gamme de gouvernements et de parties prenantes. Son résultat, ciblé, mettra en évidence les questions prioritaires qui devront retenir l'attention durant l'année pendant laquelle seront définies les orientations de la quinzième session.

53. La quinzième session de la Commission du développement durable devra s'accorder sur les mesures d'exécution – aussi bien des lignes directrices négociées en matière d'orientations que des produits complémentaires, non négociés – qui ajoutent de la valeur à ce que font actuellement d'autres instances. Ces mesures, qui devraient être concrètes et quantifiables, auront vocation à hâter et suivre l'action entreprise pour combler les lacunes au niveau de l'exécution et aboutir à des engagements partagés. Il importera, à cet égard, de décider d'un examen effectif et d'arrangements de suivi, y compris le recours à des objectifs et indicateurs pertinents ainsi qu'à la matrice proposée par le Président.

---